

LE BUDGET DU QUÉBEC 2001-2002

POINT DE VUE

Comité sur les politiques publiques

Association des économistes québécois

25 mars 2001

Jean-Michel Cousineau
Jean-Luc Landry
Lise-Marie Côté
Charles A. Carrier
Martin Comeau

LE BUDGET DU QUÉBEC 2001-2002

Le but de ce texte est de tenter de dégager un peu de perspectives à plus long terme des grandes orientations budgétaires du gouvernement du Québec en analysant l'évolution de ses revenus et de ses dépenses depuis trois ans . Mais d'abord un bref rappel du contexte général.

Depuis une trentaine d'années, le gouvernement du Québec maintient une fiscalité plus lourde que la plupart des autres provinces canadiennes et que celle des Etats-Unis. Le système de gouvernement est plus centralisé qu'ailleurs et la réglementation y est plus contraignante. L'impôt sur le revenu est plus progressif et le gouvernement tente de donner plus de services que ses voisins. On peut se demander si ce modèle d'intervention gouvernementale a eu des effets positifs ou négatifs sur la croissance économique du Québec car, en définitive, c'est la croissance à long terme de l'économie en général qui détermine les services que le gouvernement pourra donner à ses citoyens.

L'économie du Québec.

La performance économique du Québec a été inférieure à celle de nos voisins au cours des deux dernières décennies :

- De 1981 à 1999, le taux de croissance du PIB réel, le produit intérieur brut réel qui est une mesure généralement reconnue de la santé économique et de la création de richesse d'une société, a été de 2,1% par an au Québec comparativement à 2,8% dans le reste du Canada, pour une hausse totale de 45% au Québec et 64% dans le Reste du Canada.
- La différence demeure la même si on prend la période de 1990 à 1999 : soit une croissance de 2,0% par an pour le Québec vis-à-vis de 2,6% pour le ROC.

Une différence de croissance de 0,7% par an peut sembler mince mais cette différence s'ajoute année après année pour former un véritable gouffre sur une longue période. Le revenu par personne en Ontario est déjà 30% plus élevé que celui du Québec actuellement. ***Au rythme actuel, les Ontariens auront un revenu moyen 75% plus élevé que les Québécois dans 30 ans.*** Il sera alors impossible d'avoir au Québec des services gouvernementaux comparables à ceux de l'Ontario, que ce soit pour la santé, la solidarité ou pour d'autres objectifs.

A cause de cette insuffisance de croissance, le Québec n'a pas créé suffisamment d'emplois . Le taux d'emploi des personnes en âge de travailler était de 55% en moyenne pour la période 1996-1999 au Québec, comparativement à 61% pour le reste du Canada et 64% pour les Etats-Unis. (1)

On ne saura insister suffisamment sur les conséquences de ne pas pouvoir offrir d'emploi à plus de 6% de la population en âge de travailler. A part le drame humain que cela cause pour beaucoup de ménages, nous nous privons collectivement de la contribution que ces personnes peuvent apporter à la société. Du point de vue des finances publiques, ces personnes paieraient des impôts et des taxes si elles pouvaient travailler, ce qui permettrait de réduire le fardeau fiscal pour tout le monde, tout en permettant une réduction des dépenses publiques parce que ces personnes auraient besoin de moins de services sociaux.

En résumé, le modèle d'intervention gouvernementale québécois n'a pas réussi à créer autant de croissance économique et d'emplois que chez nos voisins. ***Le Québec s'appauvrit à long terme.***

Les équilibres budgétaires

Le gouvernement dispose de deux sources distinctes de revenus : d'une part, les impôts et les taxes, auxquels s'ajoutent les revenus de ses entreprises comme la SAQ par exemple, et d'autre part, les transferts du gouvernement fédéral. Le tableau suivant montre l'évolution de ces revenus.

	1997-98	1998-99	1999-00	2000-01
	en milliards de \$			
Revenus autonomes	35,8	38,6	41,0	42,7
Transferts fédéraux	6,0	8,1	6,3	8,2
	-----	-----	-----	-----
	41,8	46,7	47,3	50,9

Au cours des trois dernières années, les revenus autonomes ont augmenté de 6,9 milliards, soit 6% par année en moyenne. Pendant ce temps, le PIB nominal au Québec a augmenté de 5,1% par an.

La situation est donc paradoxale : ***pendant que le gouvernement annonçait des baisses d'impôts dans ses derniers budgets, le fardeau fiscal des québécois s'alourdissait.*** En fait, le gouvernement a augmenté certains impôts mais il a surtout profité du même phénomène qui a favorisé les autres gouvernements en Amérique du Nord : la croissance économique a été plus forte que prévu et le rendement des taxes a augmenté depuis quelques années. Le contraire s'est produit au milieu des années 1980 et le gouvernement fédéral avait alors dû augmenter les impôts. Aujourd'hui, les gouvernements peuvent abaisser les impôts et leurs revenus continuent d'augmenter quand même. Nous ne savons pas exactement pourquoi les revenus des gouvernements augmentent plus rapidement que le PIB. Évidemment, le fait que le taux d'impôt sur le revenu est progressif (bracket creep) y est pour quelque chose, surtout lorsqu'il y a seulement trois paliers de taux comme maintenant. Au Québec, la création de nouvelles taxes a aussi joué pour beaucoup.

En plus d'une hausse des revenus autonomes plus forte que celle du PIB, le gouvernement a aussi profité d'une hausse de \$2,2 milliards des transferts fédéraux. A cela s'ajoute \$1,2 milliard en provenance des fiducies créées par le fédéral pour le transfert social canadien. Le Québec compte encaisser cet argent au cours des deux prochaines années.

Au total, il s'agit donc d'une hausse de revenus de \$9,1 milliards alors que la progression des dépenses a été contenue à \$5,2 milliards. Le gouvernement du Québec a de cette façon pu éliminer son déficit et même générer un léger surplus de \$0,5 milliard tout en mettant en réserve \$950 millions pour des dépenses futures. Malgré le remboursement de \$0,5 milliard seulement de dette, le ratio dette/PIB a baissé de 47% à 41%.

Les déficits ont donc fait place à des surplus budgétaires en trois ans surtout grâce à un alourdissement du fardeau fiscal des québécois et à un contrôle modéré des dépenses. Celles-ci ont augmenté de 4,5% par an contre 5,1% pour le PIB. Le remboursement de la dette, quant à lui, ne figure clairement pas dans les priorités du gouvernement.

(1) Ces chiffres sont tirés de « La performance économique du Québec: constats et déficits », Marcel Boyer, Cirano, février 2001.